



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 04 janvier 2024

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n° PAIC-2024-0001 du 04/01/2024

modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2012334-0021 du 29 novembre 2012 autorisant la société ORTEC Environnement à exploiter un établissement de traitement de déchets sur la commune de Thonon-les-Bains

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** le décret 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de monsieur Yves LE BRETON, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;
- VU** le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de Monsieur David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Haute-Savoie ;
- VU** l'arrêté n° SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2012334-0021, délivré le 29 novembre 2012 et autorisant la société ORTEC Environnement, dont le siège social est établi Parc de Pichaury, 550 avenue Pierre Berthier à Aix en Provence, à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux dans son établissement situé en zone industrielle de Vongy sur le territoire de la commune de Thonon-les-Bains (74200),
- VU** la lettre du préfet du 7 novembre 2022, prenant acte que les activités de transit, regroupement et tri de déchets dangereux ne relèvent plus de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED,
- VU** le dossier de Porter à Connaissance transmis le 18 avril 2023 par la société ORTEC Environnement, relatif aux modifications d'exploitation prévues sur son installation de Thonon-les-Bains, complété par le courrier électronique du 17 octobre 2023,
- VU** l'avis du Service départemental d'incendie et de secours du 5 décembre 2023
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 8 décembre 2023 ;

VU la lettre du 12 décembre 2023 adressée en recommandée avec accusé réception communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant à l'issue de la phase contradictoire ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification des conditions d'exploitation du site de Thonon-les-Bains objet du Porter à Connaissance précité, intègre :

- l'arrêt de la chaîne de tri des déchets ménagers issus de la collecte sélective,
- le regroupement et le transit de déchets ménagers issus de la collecte sélective dans un nouveau bâtiment à construire,
- l'implantation d'une déchetterie professionnelle ;

CONSIDÉRANT que le projet précité ne constitue pas une modification substantielle des installations au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, de fixer des prescriptions complémentaires relatives à l'exploitation des installations pour préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement en réduisant à un niveau acceptable les impacts et les dangers induits par l'exploitation des installations,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, de mettre à jour le tableau de classement des activités de l'établissement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie :

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 20212334-0021 du 29 novembre 2012, autorisant la **société ORTEC Environnement** dont le siège social est établi Parc de Pichaury, 550 avenue Pierre Berthier, 13799 Aix en Provence, à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, en Zone Industrielle de Vongy, 19 avenue des Genévriers, 74 200 Thonon-les-Bains, sont modifiées, **à compter du 1^{er} avril 2024**, et complétées par celles du présent arrêté.

Article 2

Les dispositions de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2012 susvisé sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation et demande de modifications des conditions d'exploitations, en particulier dans le Porter à Connaissance transmis par courrier du 18 avril 2023, sauf dispositions contraires du présent arrêté. »

Article 3

Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2012 susvisé sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« L'établissement est constitué d'une plate-forme d'environ 15 000 m², occupant les parcelles cadastrales N° 228 et 229 section AD de la ville de Thonon-les-Bains, sur laquelle sont disposés :

- un bâtiment clos et couvert d'une surface d'environ 2 480 m²,

- un bâtiment constituant un hangar de 372 m², fermé sur trois côtés, destiné au regroupement et au transit de déchets ménagers issus de la collecte sélective,
- une aire de tri, transit et regroupement de déchets dangereux sur laquelle est installées une cuve de 30 m³ destinée au stockage de mélanges d'eau et d'hydrocarbures,
- une aire de réception et de tri des déchets industriels non dangereux,
- une déchetterie professionnelle,
- des zones affectées aux différents stockages de déchets triés et non triés,
- une aire de stationnement pour les véhicules et les bennes vides,
- une aire de lavage des véhicules. »

Article 4

Le tableau de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2012 susvisé est abrogé et remplacé par le suivant :

N° rubrique	Activité	Niveau présent sur le site	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2717, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.	Quantités maximales de déchets présentes dans l'établissement : <ul style="list-style-type: none"> • une fosse de déchargement des déchets de séparateurs d'hydrocarbures de capacité 20 m³, • une cuve aérienne double enveloppe d'une capacité de 30 m³ destinée au stockage de la phase liquide des résidus de la décantation des déchets de séparateurs d'hydrocarbures • une benne de capacité de 15 m³ destinée au stockage des boues issues de la décantation des séparateurs à hydrocarbures, • un abri destiné aux déchets dangereux conditionnés et une zone extérieure pour bouteilles de gaz vides pour un total d'environ 4 tonnes. Quantité totale de déchets dangereux susceptible d'être présente sur le site : 49 t	A
2714-1	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Quantités maximales de déchets présentes dans l'établissement : <ul style="list-style-type: none"> • Papiers et cartons : 600 m³ • Bois : 300 m³ • Plastiques, pneumatiques : 200 m³ • Déchets non dangereux en vrac : 400 m³ • Emballages ménagers : 1 500 m³ Total : 3 000 m³	E
2713-2	Transit, regroupement et tri de métaux et de déchets métalliques non dangereux, d'alliages de métaux et de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2712, 2711, et 2712, la surface étant supérieure ou égale à	Surface dédiée au stockage de déchets de métaux et d'alliages : 300 m²	D

	100 m ² et inférieure à 1 000 m ² .		
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714 et 2715, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Quantités maximales de déchets présentes dans l'établissement : <ul style="list-style-type: none"> • Déchets ménagers issus de la collecte sélective : 180 m³, • Boues de curage de réseaux pluviaux : 10 m³, • Végétaux : 100 m³ • Huiles alimentaires en bidons et bac à graisse : 40 m³ Total : 330 m³	DC
2710-2b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	Volume maximal susceptible d'être présent dans la déchetterie : 290 m ³	DC
2710	Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.	Quantité maximale susceptible d'être présente dans la déchetterie : 0,9 t	NC

A : Autorisation, E : enregistrement, DC : déclaration avec contrôle périodique, D : déclaration, NC : non classé »

Article 5

Les dispositions de l'article 2.6.3 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2012 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« 2.6.3 – Rétention des eaux d'incendie

Le volume minimal de rétention des eaux d'extinction d'incendie sur le site est de 472 m³.

Il est constitué :

- deux cuves enterrées de 100 m³ chacune,
- d'une zone de rétention aérienne sur les surfaces imperméabilisées de 260 m³,
- du volume des réseaux de collecte des eaux pluviales de 12 m³.

Ces eaux sont confinées sur le site par :

- la fermeture d'une vanne d'isolement située en amont du point de rejet au réseau de collectif des eaux pluviales et prescrite à l'article 2.4.4.
- l'ouverture d'une vanne permettant le remplissage des deux cuves enterrées de 100 m³.

À compter du 1^{er} janvier 2025, ces vannes seront automatisées, électriquement secourues et asservies à l'alarme incendie du site »

Article 6

Les dispositions de l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2012 susvisé, relatives aux dispositions constructives, sont complétées par les suivantes :

« Le hangar de 372 m², destiné au regroupement de déchets ménagers issus de la collecte sélective, implanté en partie est de l'établissement doit répondre aux dispositions constructives minimales suivantes :

Dispositions générales :

- la structure du bâtiment a un degré de stabilité au feu R15 ;
- les matériaux sont de classe A2s1d0 ;
- les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3) ;

Dispositions spécifiques aux murs nord-est et sud-est situés en limite de propriété de l'établissement :

- les murs en limite de propriété de l'établissement sont REI 120 sur l'ensemble de leur hauteur jusqu'au faîtage.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un plan général du site indiquant les zones à risques et les moyens de lutte contre l'incendie est affiché à l'entrée du site ainsi qu'à l'entrée du bâtiment des bureaux. »

Article 7

Les dispositions de l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2012 susvisé, relatives prévention des risques, sont complétées par la suivante :

« Le système de détection automatique et d'alarme incendie est étendu au bâtiment destiné au regroupement de déchets ménagers issus de la collecte sélective. »

Article 8

Les dispositions du dernier paragraphe de l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2012 susvisé, relatives aux moyens de lutte contre l'incendie, sont modifiées comme suit.

La liste des moyens internes de lutte contre l'incendie dont doit disposer l'établissement est complétée par les points suivants :

« – un extincteur à eau de 50 litres à proximité du bâtiment destiné au regroupement et au transit des déchets ménagers issus de la collecte sélective. »

Les dispositions du dernier paragraphe relatif aux moyens de défense extérieurs contre l'incendie sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Les moyens extérieurs de défense contre l'incendie sont constitués au moins par un poteau situé dans l'établissement et un autre situé à moins de 100 mètres de l'établissement. Ces poteaux sont capables de délivrer un débit unitaire minimal simultané de 60 m³/h pendant 2 heures.

Le nouveau PEI implanté sur le site est conforme aux normes NF S 61-211, NF S 61-213, NF S 62-200 et NF EN 14 384.

L'exploitant s'assurera auprès du service public de DECI que les poteaux d'incendie possèdent les caractéristiques précitées et tiendra les justificatifs à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si les débits prescrits ne pouvaient pas être atteints, l'exploitant devrait mettre en œuvre une solution alternative validée par le Service départemental d'incendie et de secours. »

Article 9

La hauteur des déchets entreposés sera systématiquement inférieure à 6 mètres. De plus, les stockages de déchets entreposés dans des zones situées contre les murs de clôture de l'établissement devront avoir une hauteur inférieure d'au moins un mètre à celle de ces murs.

Article 10

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

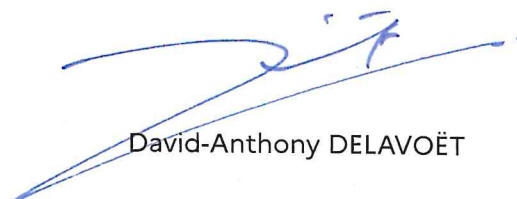
Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité.

Article 11

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de Thonon-les-Bains et à Monsieur le sous-préfet de Thonon-Les-Bains.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT